

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC CHAMPAGNE NORD

54 rue Saint Léonard

ZI Sud Est

CS60016

51686 REIMS CEDEX 2

Tel : 03.20.16.33.79

Maître d'ouvrage :

MME Anne MAIROT

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-
ARDENNE

2 Avenue Robert Schuman

51100 REIMS



REIMS - URCA - CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE - REPLACEMENT DES SSI DANS DIVERS BATIMENTS

Ouvrage(s) : | CAMPUS DU MOULIN DE LA HOUSSE -
REPLACEMENT DES SSI DANS DIVERS
BATIMENTS

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

Maître d'Ouvrage :

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE

2 Avenue Robert Schuman

51100 REIMS

Mission concernée :

Hand, L*, LE, SEI*

Nature des travaux :

Travaux de rénovation

Etabli par :

LAURENT LAZZERI

Responsable d'affaires



Référence : **5402182A/1**

Nombre de pages : 79

Date : 10 janvier 2025



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC

Accréditation n° 3-105

Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS.

Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1

www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834

SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	8
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	9
1.6	CLASSEMENT	9
1.7	FORMULATION DES AVIS	11
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	12
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	13
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	13
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	20
2.3	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE	26
2.4	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE	63
2.5	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	73



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + SEI de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

**UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-
ARDENNE**
2 Avenue Robert Schuman
51100 REIMS

MAITRE D'OUVRAGE

**UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-
ARDENNE**
2 Avenue Robert Schuman
51100 REIMS



1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **2 Avenue Robert Schuman
51100 REIMS**
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

L'opération concerne la mise en place d'un système de sécurité incendie ou d'un équipement d'alarme selon le classement ERP ou la présence de polystyrène en sous face des planchers hauts. Lorsque des bâtiments comportent du polystyrène en sous face du plancher, il est prévu la mise en place de détection automatique d'incendie en accord avec le lieutenant HOUDELET (Cette disposition restera soumise à l'avis des autorités compétentes lors de leur examen du dossier de demande d'autorisation de travaux).

Les bâtiments concernés par les travaux et les 4 tranches sont les suivants :

- Tranche ferme : Bâtiment 5– Bâtiment 7B- Bâtiment 9- Bâtiment 11- Bâtiment 13 -Bâtiment 17.
- Tranche optionnelle 1 : Bâtiments 6/6B- bâtiment 8- bâtiment 10-batiment 14-batiment 19.
- Tranche optionnelle 2 : Bâtiment 12– Bâtiments 18-19b-20-20b-24-5T-5B.
- Tranche optionnelle 2 BIS : Bâtiment 25.

Les travaux concernent la mise en place d'un système de sécurité incendie indépendant dans chaque bâtiment avec report de chaque centrale vers l'unité d'aide à l'exploitation VISION de marque CHUBB située dans le bâtiment 1.

Le Campus Moulin de la Housse comprend 25 bâtiments construits sur 40 hectares. Tous ces édifices d'âges différents sont séparés entre eux par de larges espaces libres.

Ces bâtiments sont séparés entre eux par de larges espaces libres (> 8 m).

L'ensemble du site est défendu par un réseau privé d'hydrants et il est desservi pour partie par des voies engins.



LE GROUPEMENT U.F.R - SCIENCES / C.R.O.U.S et U.F.R – STAPS se décompose comme suit :

	Dénomination	Effectif déclaré	Type(s)	Catégorie	Observations
1	administration / Accueil Local SSI	106	W	5ème	RDC et R+1
2/3	Enseignement/ Salle des examens / CRI / Cafétéria	1528	R/N	1ère	RDC et RDJ
4	Amphithéâtres	2200	R	1ère	
5	TP Physique SIOU - IUP	760	R	2ème	RDC et RDJ
5 bis	Préfabriqués Enseignement	270	R	4ème	RDC
5 ter	Préfabriqués adm. STAPS	200	R	5ème	RDC
6	Recherche Physique /Chimie enseignement STAPS	265	R	4ème	R+2
6 bis	Bâtiment recherche	Non accessible au public			
7	Ex TP Chimie	Code du travail			RDC et R+I
7 bis	Soute à produits dangereux	Local technique			

Référence : 5402182A/1

REIMS - URCA - CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE - REMPLACEMENT DES SSI DANS DIVERS BATIMENTS



Phase EXE

8	Recherche Biologie Œnologie et espace santé	66	R	5ème	RDC et R+1
9	TP Botanique et Biochimie	168	R	5ème	RDC
10	Enseignement EEA/IUP/GEII	358	R	3ème	RDC
11	TP sciences de la terre	139	R	5ème	RDC
12	Recherche EEA / LAM Biologie / Physiologie	66	R	5ème	RDC
13	TP Biologie / Physiologie	165	R	5ème	RDC
14	Bibliothèque	428	S	3ème	R+1 à R-1
15	Chaufferie	Installation classée			
16	Ateliers	Locaux techniques			
17	Enseignement FNSU	648	R	3ème	R+2
18	Europol'Agro Biotechnologie Physicochimie	Code du travail			
19	Gymnase Universitaire	520	X	3ème	R-1 à RDC
19 bis	Accueil RUC	79	R/W/X	5ème	RDC préfabriqué
20	Enseignement STAPS	84	R/W	5ème	RDC préfabriqué
20 bis	Enseignement STAPS Salle de danse	100	X	5ème	RDC préfabriqué
21	Centre équestre du CERUC	200	X	5ème	RDC
22	Enseignements CNAM	Exploitation non URCA / ERP 45400015/ R 3ème			
22bis	Enseignement (labo de langues) Bâtiment CISCO				
23	CNAM	Exploitation non URCA / ERP 45400015/ R 5ème			
24	Services centraux		W	5ème	RDC
25	Enseignement et administration STAPS		R/W	3ème	R+1



Description des bâtiments

CAMPUS DU MOULIN DE LA HOUSSE - REMPLACEMENT DES SSI DANS DIVERS BATIMENTS

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 2

Nombre de niveaux en sous-sol : 1

Nature des locaux principaux : Bâtiments 5, 5bis, 8, 9, 12, 13 et 14

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Conditions d'accessibilité et desserte :

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Description et isolement par rapport aux tiers :

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Explosion	Sans objet En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque. Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.
Choc électrique	Poste de transformation (Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux).

Installations classées :

Néant



1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Le maître d'ouvrage nous a confié les missions suivantes limitées au programme de travaux précédemment décrit :

- L : Relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*).
- LE : Relative à la solidité des existants.
- SEI : Relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (**).
- Hand : Relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

(*) : Dans le cadre d'opération de réhabilitation, la mission porte sur la compatibilité des ouvrages (L et LE) avec les existants. Le diagnostic des existants ne fait pas partie de la mission et doit nous être transmis.

(**) : La vérification des ouvrages au regard des installations classées ne fait pas partie des missions relatives à la sécurité des personnes. Les missions citées ci-dessus n'incluent pas les vérifications en vue de l'obtention du CONSUEL.

NOTA : seules les missions relatives à la solidité et à la sécurité sont visées par l'accréditation COFRAC.

Le présent rapport ne se substitue pas aux divers documents exigés par CONSUEL (documents DRE xxx) pour autoriser le raccordement des installations électriques au réseau du distributeur local.

Nous rappelons que cette vérification, réalisée au titre de la mission SEI, ne dispense pas l'employeur de la vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article R.4226-14 du Code du travail.

Non remis en cause pour les bâtiments : 6-14-18-19

➤ Limites d'intervention sur existants :

Interventions sur existants limitées aux travaux figurant dans la description (voir ci avant).

Notre mission se limite aux ouvrages existants modifiés dans le cadre du présent marché de travaux. Notre intervention comprend l'examen visuel de l'état apparent des existants mais ni le diagnostic préalable des ouvrages, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants. Il est rappelé que la responsabilité du contrôleur technique ne



peut être engagée sur les parties non visibles ou non accessibles lors de ses visites et interventions. Au titre de la mission LE, le contrôle technique vise la prévention des risques induits par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements d'équipement neufs sur la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. La solidité des parties d'ouvrages existantes non affectées par les travaux n'est pas visée par le contrôle technique LE.

Nota: Les diagnostics parasitaires du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005). Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

1.6 CLASSEMENT

CAMPUS DU MOULIN DE LA HOUSSE - REMPLACEMENT DES SSI DANS DIVERS BATIMENTS

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 2

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : R - Etablissements d'enseignement, colonies de vacances; S - Bibliothèque, centres de documentation et de consultation d'archives

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Cloisonnement de type : Traditionnel

Classement incendie :

Source de classement : Dossier de maîtrise d'œuvre

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 01/05/2025

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.





1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
Dossier PRO transmis par courriel avec un lien de téléchargement Wetransfer. Courriel de M. TURPIN du 08/01/2025.	



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE			
Analyse par missions			
1	COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS	Le dossier d'exécution des travaux envisagés sera à nous transmettre.	S
Analyse par ouvrages et éléments d'équipements indissociables			
2	CONCEPTION D'ENSEMBLE Phase EXE	Les documents d'exécution (notamment notes de calcul et plans) et les fiches techniques des produits mis en œuvre seront à nous transmettre par chaque entreprise chacune pour ce qui la concerne. Les avis techniques des produits ou ouvrages non traditionnels seront également à nous transmettre.	S
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE			
Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe			
3	Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité Voir fichier retour AT	La demande de dérogation concernant la détection automatique d'incendie dans les volumes surplombés par un plancher haut comportant du polystyrène sera à l'appréciation des autorités compétentes. Les éventuelles prescriptions devront être prises en compte.	S
4	Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	La justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra nous être communiquée. Les procès verbaux seront à nous transmettre par chaque lot concerné. MOA	S
5	Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	La conformité aux normes essais de laboratoires des équipements et produits mis en œuvre devra nous être transmise par chaque lot concerné. PHASE EXE - certificat NF-composant	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
6	Article GE 7 Conditions d'application Voir fichier retour AT + MOA deuxième point	<p>Les rapports d'étude des commissions de sécurité et d'accessibilité devront nous être communiqués après instruction du dossier de demande d'autorisation de travaux.</p> <p>Les rapports des dernières visites de sécurité périodique de la commission de sécurité devront nous être transmis.</p>	S
7	Article DF 4 Application Phase EXE Coffret de relayage implanté dans local SSI conformément NFS61-932	<p>- Le certificat NF des coffrets de relayage prévus devra nous être transmis (Bâtiment 17).</p> <p>- Les coffrets de relayage devront être implantés en dehors de la ZF ou bien être placés dans un volume technique protégé (VTP) coupe feu de degré 1 heure (parois verticales et plancher haut) avec porte ou trappe de degré coupe feu 1/2 heure.</p>	S
8	Article EL 4 Règles générales Prévu dans marché pour les nvx SSI	<p>- L'alimentation électrique de chaque matériel central est prévue depuis une dérivation sélective du TGBT de chaque bâtiment concerné. Cette dérivation devra rester sous tension après action sur la coupure d'urgence générale électricité de l'établissement.</p> <p>- La sélectivité des circuits (puissance et commande) desservant des locaux accessibles au public vis à vis des circuits desservant des locaux non accessibles devra être assurée pour les circuits modifiés et créés dans le cadre des travaux.</p> <p>A noter que la sélectivité totale ne peut pas être obtenue avec l'emploi de la technique de filiation (hormis un fabriquant permettant l'emploi simultané des 2 techniques entre certains disjoncteurs dans la limite des abaques établis par ce fabriquant) ou entre marques différentes sauf si justification par un logiciel de calcul agréé. Faute de note de calcul permettant de justifier la sélectivité entre marques différentes, il conviendra de prévoir des disjoncteurs de marque identique à ceux existants.</p> <p>- L'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un dossier d'exécution, pour avis, avant le démarrage des travaux. Ce dossier d'exécution devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- schémas des armoires électriques modifiées ;- notes de calcul permettant de justifier de l'adéquation de l'appareillage et des canalisations utilisées. <p>- En fin de travaux, préalablement à notre visite de vérification, l'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous communiquer un procès-verbal d'autocontrôle exhaustif portant sur les travaux incombant à son lot.</p>	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
9	Article EL 8 Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs) Implanté dans local SSI ou VTP	Les éventuelles alimentations électriques de sécurité installées en dehors du local comportant le matériel central devront être placées dans un volume technique protégé (VTP) comportant des parois (verticales et plancher haut) coupe feu de degré 1 heure avec porte ou trappe coupe feu de degré 1/2 heure. Ce VTP devra être ventilé dans les conditions définies par la norme NF C 15-100.	S
10	Article MS 53 Objet Voir document URCA Synthèse	<u>Tranche ferme :</u> - Bâtiments 5 et 5bis : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 7 bis classé en code du travail : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B (demande de l'exploitant) comprenant en particulier : - La mise en place d'un équipement d'alarme de type 4. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans le local au Rez de chaussée du bâtiment 7 Bis. - Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). Un SSI B et un EA 4 sont incompatibles (le CCTP et la notice devra être corrigée) - Bâtiments 9 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 11 : SSI de catégorie E avec équipement d'alarme de type 4. - Bâtiment 13 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 17 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. <u>Tranches optionnelles :</u> - Bâtiments 5 et 5bis : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B comprenant : - La mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans un bureau au Rez de chaussée du bâtiment 6. - Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). - Bâtiment 8 : Installation du système de sécurité	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
Phase EXE		<p>incendie (SSI) de catégorie A (présence de polystyrène en plénum) comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 8.</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiment 10 : SSI de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a.- Bâtiment 14 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 14.- Bâtiment 19 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans le local ou est situé le coffret SSI au rez de chaussée du bâtiment 19.- Bâtiments 12 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiments 18/19B20/20B/24 :<ul style="list-style-type: none">- Conservation des centrales existante + ajout de flash lumineux dans les sanitaires.- Report vers les 3 TRE du bâtiment 1.- Bâtiments 25 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé au RDC du bâtiment 25. <p>- Les observations formulées sur les plans par Pierre Henry POURCHERE - NAMIXIS dans son courriel du 13/01/2025 devront être prises en compte.</p> <p>- Les PV de résistance au feu des VTP prévus dans divers bâtiment seront à nous transmettre par l'entreprise titulaire du marché. La nécessité de ventiler ces VTP sera à préciser par le constructeur des matériels centraux.</p>	
11	Article MS 56 Principes généraux Phase réception	<p>Des essais fonctionnels par foyer type devront être prévus en fin de travaux.</p> <p>Les PV correspondants devront nous être communiqués.</p>	S
12	Article MS 58 Obligations de	Les attestations de conformité et les PV d'associativité des	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
	l'installateur et de l'exploitant	matériels SSI seront à nous transmettre.	
	Phase EXE		
13	Article MS 59 Généralités Phase EXE	Les attestations de conformité et les PV d'associativité des matériels SSI seront à nous transmettre.	S
14	Article MS 62 Classement Voir fichier retour AT	<p><u>Tranche ferme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments 5 et 5bis : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 7 bis classé en code du travail : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B (demande de l'exploitant) comprenant en particulier : <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'un équipement d'alarme de type 4. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans le local au Rez de chaussée du bâtiment 7 Bis. - Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). <p>Un SSI B et un EA 4 sont incompatibles (le CCTP et la notice devra être corrigée)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments 9 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 11 : SSI de catégorie E avec équipement d'alarme de type 4. - Bâtiment 13 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. - Bâtiment 17 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. <p><u>Tranches optionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments 5 et 5bis : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans un bureau au Rez de chaussée du bâtiment 6. - Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). - Bâtiment 8 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A (présence de polystyrène en plénum) comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance 	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
		<p>d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 8.</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiment 10 : SSI de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a.- Bâtiment 14 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 14.- Bâtiment 19 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans le local ou est situé le coffret SSI au rez de chaussée du bâtiment 19.- Bâtiments 12 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiments 18/19B20/20B/24 :<ul style="list-style-type: none">- Conservation des centrales existante + ajout de flash lumineux dans les sanitaires.- Report vers les 3 TRE du bâtiment 1.- Bâtiments 25 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé au RDC du bâtiment 25.	
15	Article MS 64 Principes généraux d'alarme Non remis en cause pour les bâtiments : 6-14-18-19	<ul style="list-style-type: none">- L'audibilité de la diffusion de l'alarme générale sera vérifiée en fin de travaux dans chaque bâtiment. Un complément pourra être demandé si besoin.	S
16	Article MS 65 Conditions générales d'installation Non remis en cause pour les bâtiments : 6-14-18-19	<ul style="list-style-type: none">- Les déclencheurs manuels devront être implantés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi.- Les déclencheurs manuels devront être implantés à proximité de chaque porte ouvrant sur l'extérieur de chaque bâtiment (compléments à prévoir).	S
17	Article MS 73 Vérifications techniques Pas de CCF SSI sur les bâtiments 18 - 5T-19bis-20-24	<p>Les documents afférents aux ouvrages à réaliser seront à nous communiquer (dossier d'exécution) :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan des zones de détection (ZD) avec localisation des ZDA et ZDM.- plan d'implantation des détecteurs automatiques d'incendie (DAI), des déclencheurs manuels (DM) et des indicateurs d'action (IA).- plan des zones de mise en sécurité (ZS) avec localisation des ZA, ZC et ZF.	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
		<ul style="list-style-type: none"> - plan de cheminement des canalisations. - plan précisant la localisation des dispositifs de commande, des DCT (y compris DAS auto commandés), des diffuseurs sonores, des organes de réarmement, des alimentations (EAE et AES) et des volumes techniques protégés. - tableau de corrélation entre ZD et ZS avec la liste des fonctions de mise en sécurité, principes généraux des scénarii. Description détaillée de chaque scénario, précisant les particularités éventuelles, telles que les temporisations. - schéma de principe ventilation avec identification des ZC, CTA et CCF. - schéma de principe désenfumage avec identification des ZF, des volets et des moteurs de désenfumage. - listing de programmation SDI et CMSI. - schéma unifilaire du système installé avec synoptique du SDI et du CMSI. - listes des matériels du SSI (désignation, référence et quantité). - documentations techniques des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. - certificats de conformité aux normes des matériels (PV, certificat ou attestation) et documents attestant l'associativité entre les différents constituants (rapports d'associativité). - documentations techniques (mise en service, maintenance, etc.) des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. <p>Les documents suivants seront à nous transmettre en fin de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation de formation des utilisateurs. - Procès-verbal d'essai et de mise en service de l'installateur agréé. - Procès-verbal d'essai par foyer type. - Procès-verbal de réception technique du coordinateur SSI. - Procès-verbal du coordinateur SSI attestant de la mise à jour du dossier d'identité du SSI. 	

ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

18	LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE	Les déclencheurs manuels devront comporter un espace d'usage et être situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et être implantés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi.	S
-----------	---	--	----------

Non remis en cause pour les bâtiments : 6-14-18-19



2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>	<p>- Au titre de la mission LE, le contrôle technique vise la prévention des risques induits par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements d'équipement neufs sur la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. La solidité des parties d'ouvrages existantes non affectées par les travaux n'est pas visée par le contrôle technique LE, mais pourrait faire l'objet d'une mission de diagnostic spécifique.</p> <p>- Toute modification de charge sur les existants devra faire l'objet d'une justification particulière. Les liaisons aux ouvrages structurels existants devront être particulièrement étudiées.</p> <p>- Un diagnostic sur l'état de conservation et la solidité des ouvrages existants devrait nous être communiqué. Au titre de la mission LE, le contrôleur technique émet ses avis sur la base des études de diagnostic préalable et/ou d'états des lieux des existants qui lui sont transmis. En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.</p> <p>- Le dossier d'exécution des travaux envisagés sera à nous transmettre.</p>	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT		SO



Analyse par ouvrages et éléments d'équipements indissociables

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES		
Définition générale suivant la norme NF P 03-100	Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent. Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.	PM
Obligation des acteurs de l'acte de construire	Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante. A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment : 1 - L'identification du responsable des vérifications techniques. 2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis. 3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés. 4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
CONCEPTION D'ENSEMBLE	<p>- Au titre de la mission L, le contrôle technique vise la prévention des risques sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables neufs; il inclut un examen, au regard de la stabilité de ces ouvrages neufs, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants, mais ne comprend ni diagnostic préalable des existants, ni le contrôle de la solidité des existants (celui ci pouvant faire l'objet de la mission LE).</p> <p>- Les documents d'exécution (notamment notes de calcul et plans) et les fiches techniques des produits mis en oeuvre seront à nous transmettre par chaque entreprise chacune pour ce qui la concerne.</p> <p>Les avis techniques des produits ou ouvrages non traditionnels seront également à nous transmettre.</p>	S
ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Cloisons (distribution - doublage)	Les cloisons distributives non porteuses, dissociables de la structure, ne relèvent pas de la mission de contrôle L. Les cloisons de doublage thermique participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations)	HM
Doublage thermique	Les doublages thermiques participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations).	HM
Revêtements de sol	Les revêtements de sol dissociables de la structure (peut concerner tout revêtement non scellé ou scellé sur couche de désolidarisation) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Faux plafonds et isolations en comble ou plénum	Les faux-plafonds dissociables de la structure ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf pour les éléments participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM
Garde-corps	Les éléments dissociables de la structure (garde-corps amovibles ou démontables) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Menuiseries intérieures	Les éléments dissociables de la structure (non scellés au gros oeuvre..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Conduits de fumée individuels		SO
Plomberie	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Chauffage	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Ventilation - Climatisation	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre ..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf ceux participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM
Ascenseur		SO
Distribution électrique	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM



2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> CHAPITRE UNIQUE</p> <p>Section 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p> <p>Section 2 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement</p>	<p>Se reporter au tableau du classement ERP des différents bâtiments figurant dans le chapitre relatif à la description de l'opération (voir ci avant).</p>	<p>PM</p> <p>SO</p> <p>F</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	La demande de dérogation concernant la détection automatique d'incendie dans les volumes surplombés par un plancher haut comportant du polystyrène sera à l'appréciation des autorités compétentes. Les éventuelles prescriptions devront être prises en compte.	S
Article GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents	Seul le bâtiment 25 comportant des activités des types R et N est concerné. Les autres établissements sont classés en type R hormis le bâtiment 19 en type X et le bâtiment 14 en type S.	F
Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
Article GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux hormis la mise en place de diffuseurs lumineux d'alarme incendie dans les locaux pouvant être fréquentés isolément (sanitaires et cabines accessibles au public).	F
Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		SO
Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants		F
Section 3 Contrôles des établissements		
Article GN 11 Notification des décisions		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	La justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra nous être communiquée. Les procès verbaux seront à nous transmettre par chaque lot concerné.	S
Section 4 Travaux		
Article GN 13 Travaux dangereux	Concerne l'exploitant	PM
Section 5 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	La conformité aux normes essais de laboratoires des équipements et produits mis en oeuvre devra nous être transmise par chaque lot concerné.	S
Section 6 Structures provisoires et démontables		
Article GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables	Ces structures sont soumises à l'arrêté du 25/07/2022	SO
LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES		
Titre 1 DISPOSITIONS GENERALES		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 1 GENERALITES</i>		
Article GE 1 Objet		PM
Section 1 Contrôle des établissements		
Article GE 2 Dossier de sécurité		PM
Article GE 3 Visite de réception	A la demande d'autorisation d'ouverture	PM
Article GE 4 Visites périodiques	Concerne l'exploitant	PM
Article GE 5 Avis relatif au contrôle de la sécurité	Concerne l'exploitant	PM
Section 2 Vérifications techniques		
Article GE 6 Généralités		PM
<u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article GE 7 Conditions d'application	Les rapports d'étude des commissions de sécurité et d'accessibilité devront nous être communiqués après instruction du dossier de demande d'autorisation de travaux. Les rapports des dernières visites de sécurité périodique de la commission de sécurité devront nous être transmis.	S
Article GE 8 Types de vérification	Mission SEI => RVRAT.	F
Article GE 9 Rapports de vérifications		PM
<u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents</u>		
Article GE 10 Obligations des techniciens compétents lors des vérifications		PM
 <i>Chapitre 2</i> CONSTRUCTION		
Section 1 Conception et desserte des bâtiments Article CO 1 à Article CO 5	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 2 Isolement par rapport aux tiers Article CO 6 à Article CO 10		HM
Section 3 Résistance au feu des structures Article CO 11 à Article CO 15	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 4 Couvertures Article CO 16 à Article CO 18	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 5 Façades Article CO 19 à Article CO 22	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 6 Distribution intérieure et compartimentage Article CO 23 à Article CO 26	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers Article CO 27 à Article CO 29	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 8 Conduits et gaines Article CO 30 à Article CO 33	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 9 Dégagements		
<u>Sous-Section 1</u> <u>Dispositions générales</u> <u>Article CO 34 à Article CO 42</u>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<u>Sous-Section 2</u> <u>Sorties</u>		
Article CO 43 Répartition des sorties, distances maximales à parcourir	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article CO 44 Caractéristiques des blocs-portes	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article CO 45 Manoeuvre des portes	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article CO 46 Portes des sorties de secours	Équipements existants reconduits à l'identique.	PM
Article CO 47 Portes à fermeture automatique	Blocs portes concernés existants reconduits à l'identique.	PM
Article CO 48 Portes de types spéciaux	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<u>Sous-Section 3</u> <u>Escaliers</u> <u>Article CO 49 à Article CO 56</u>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<u>Sous-Section 4 Espaces d'attente sécurisés</u> <u>Article CO 57 à Article CO 60</u>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 10 Tribunes		
Article CO 61 Tribunes fixes par destination ou télescopiques	Les tribunes télescopiques sont soumises au contrôle de conception suivant arrêté du 25/07/2022	SO
Chapitre 3 AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article AM 1 Généralités	<p>Pour éviter, dans un local ou un dégagement accessible au public, le développement rapide d'un incendie qui pourrait compromettre l'évacuation, les parois intérieures finies (parois y compris leurs finitions), l'agencement, le gros mobilier et la décoration doivent répondre, du point de vue de leur réaction au feu, aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Cette caractéristique de comportement au feu fait l'objet de deux classifications distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'une s'exprime en termes de classes et s'applique aux produits de construction dès lors qu'ils relèvent d'une famille objet d'une spécification technique harmonisée ; cette classification est donnée à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement et fait l'objet de la norme NF EN 13501-1 (9 / 2007) ;- l'autre s'exprime en termes de catégories ; elle s'applique aux matériaux d'aménagement, de décoration et à ceux qui constituent le gros mobilier ; cette classification est donnée à l'annexe 2 de l'arrêté précité et fait l'objet de la norme NF P 92-507 (2 / 2004). <p>Lorsqu'il n'existe pas de spécification technique harmonisée applicable à une famille donnée de produits de construction, la performance de réaction au feu des produits de cette famille peut être établie selon l'une ou l'autre des classifications précitées.</p> <p>Sauf pour les classements A1, A1FL, A2, A2FL, pour lesquels certains essais sont réalisés sur les constituants d'un même produit non homogène pris séparément, les éprouvettes sur lesquelles les essais sont réalisés sont représentatives de l'usage final du produit de construction considéré, lorsqu'il s'agit d'évaluer la performance des parois.</p>	PM
Section 1 Produits et matériaux de parois		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article AM 2 Produits et matériaux de parois	<p>La réaction au feu d'une paroi dépend des produits ou matériaux qui la constituent.</p> <p>L'exigence de réaction au feu concerne la paroi finie, sa face apparente recevant le flux thermique.</p> <p>Toute finition est évaluée sur un support type ou sur un substrat standard représentatif de la paroi à laquelle elle est destinée. Les normes NF EN 13238 (1 / 2002), NFP 92507 (2 / 2004) et NFP 92512 (5 / 1986) précisent les supports ou substrats conventionnels.</p> <p>Selon le type de paroi considéré, les éprouvettes d'essai sont soit un élément de paroi dans l'intégralité de son épaisseur, soit la finition présentée sur un support type ou un substrat représentatif de la paroi finie.</p> <p>Sur la base des informations fournies sur la constitution détaillée de la paroi réelle et du domaine d'emploi revendiqué, le laboratoire arrête les modalités des essais. En cas de désaccord entre les parties, le comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie est saisi et fixe les conditions d'essais.</p> <p>Les produits d'isolation thermique, apparents ou non, font l'objet des seules exigences de l'article AM 8.</p> <p>Les revêtements muraux tendus et leurs éventuels intercalaires sont soumis aux seules exigences de l'article AM 9.</p> <p>Les produits de construction incorporés aux parois et non apparents dans les conditions de leur mise en oeuvre, pris séparément, ne sont pas visés par les exigences de la présente section.</p>	PM
Article AM 3 Parois des dégagements protégés		HM
Article AM 4 Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article AM 5 Plafonds des dégagements non protégés et des locaux	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article AM 6 Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article AM 7 Sols des dégagements non protégés et des locaux	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article AM 8 Produits d'isolation	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 2 Eléments de décoration Article AM 9 à Article AM 10	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 3 Tentures, portières, rideaux, voilages, cloisons coulissantes ou repliables Article AM 11 à Article AM 14	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 4 Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés Article AM 15 à Article AM 18	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 5 Eléments à vocation décorative		
Article AM 19 Arbres de Noël et décorations florales		PM
Article AM 20 Appareils fonctionnant à l'éthanol		SO
Chapitre 4 DESENFUMAGE		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article DF 1 Objet du désenfumage		PM
Article DF 2 Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.	PM
Article DF 3 Principes de désenfumage	Dispositions existantes reconduites	HM
Article DF 4 Application	<ul style="list-style-type: none">- Le certificat NF des coffrets de relayage prévus devra nous être transmis (Bâtiment 17).- Les coffrets de relayage devront être implantés en dehors de la ZF ou bien être placés dans un volume technique protégé (VTP) coupe feu de degré 1 heure (parois verticales et plancher haut) avec porte ou trappe de degré coupe feu 1/2 heure.	S
Article DF 5 Désenfumage des escaliers	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article DF 6 Désenfumage des circulations horizontales encloisonnées et des halls accessibles au public	Dispositions existantes reconduites.	PM
Article DF 7 Désenfumage des locaux accessibles au public	Dispositions existantes reconduites.	PM
Article DF 8 Désenfumage des compartiments		SO
Article DF 9 Entretien et exploitation		PM
Article DF 10 Vérifications techniques		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>Chapitre 5</i> <i>CHAUFFAGE, VENTILATION,</i> <i>REFRIGERATION, CLIMATISATION,</i> <i>CONDITIONNEMENT D'AIR ET</i> <i>INSTALLATION D'EAU CHAUDE</i> <i>SANITAIRE</i> <i>Article CH 1 à Article CH 58</i></p>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<p><i>Chapitre 6</i> <i>INSTALLATIONS AUX GAZ</i> <i>COMBUSTIBLES ET AUX</i> <i>HYDROCARBURES LIQUEFIES</i> <i>Article GZ 1 à Article GZ 30</i></p>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<p><i>Chapitre 7</i> <i>INSTALLATION ELECTRIQUE</i></p>		
<p>Section 1 Généralités</p>		
<p>Article EL 1 Objectifs</p>		PM
<p>Article EL 2 Documents à fournir</p>	A la charge du maître d'ouvrage.	PM
<p>Article EL 3 Définitions</p>		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article EL 4 Règles générales	<p>- L'alimentation électrique de chaque matériel central est prévue depuis une dérivation sélective du TGBT de chaque bâtiment concerné. Cette dérivation devra rester sous tension après action sur la coupure d'urgence générale électricité de l'établissement.</p> <p>- La sélectivité des circuits (puissance et commande) desservant des locaux accessibles au public vis à vis des circuits desservant des locaux non accessibles devra être assurée pour les circuits modifiés et créés dans le cadre des travaux.</p> <p>A noter que la sélectivité totale ne peut pas être obtenue avec l'emploi de la technique de filiation (hormis un fabricant permettant l'emploi simultané des 2 techniques entre certains disjoncteurs dans la limite des abaques établis par ce fabricant) ou entre marques différentes sauf si justification par un logiciel de calcul agréé. Faute de note de calcul permettant de justifier la sélectivité entre marques différentes, il conviendra de prévoir des disjoncteurs de marque identique à ceux existants.</p> <p>- L'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un dossier d'exécution, pour avis, avant le démarrage des travaux. Ce dossier d'exécution devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- schémas des armoires électriques modifiées ;- notes de calcul permettant de justifier de l'adéquation de l'appareillage et des canalisations utilisées. <p>- En fin de travaux, préalablement à notre visite de vérification, l'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous communiquer un procès-verbal d'autocontrôle exhaustif portant sur les travaux incombant à son lot.</p>	S
§ 4 Poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	A la charge de l'exploitant.	PM
Section 2 Règles d'installation		
Article EL 5 Locaux de service électrique	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article EL 6 Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article EL 7 Implantation des groupes électrogènes	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article EL 8 Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs)	Les éventuelles alimentations électriques de sécurité installées en dehors du local comportant le matériel central devront être placées dans un volume technique protégé (VTP) comportant des parois (verticales et plancher haut) coupe feu de degré 1 heure avec porte ou trappe coupe feu de degré 1/2 heure. Ce VTP devra être ventilé dans les conditions définies par la norme NF C 15-100.	S
Article EL 9 Tableaux « normaux »	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article EL 10 Canalisations des installations « normal-remplacement »		F
Article EL 11 Appareillages et appareils d'utilisation		F
Section 3 Installations de sécurité		
Article EL 12 Alimentation électrique des installations de sécurité	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article EL 13 Alimentation électrique de sécurité	A respecter.	PM
Article EL 14 Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article EL 15 Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité		SO
Article EL 16 Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité	Concerne uniquement les interventions ponctuelles dans le cadre du remplacement des coffrets de relaiage du bâtiment 17. A noter que les canalisations de type CR1 doivent être mises à l'abri des intempéries sur leur parcours extérieur.	F
Article EL 17 Signalisations	Concerne les coffrets de relaiage du bâtiment 17.	F
Section 4 Maintenance, exploitation et vérifications		
Article EL 18 Maintenance, exploitation	A la charge de l'exploitant.	PM
Article EL 19 Vérifications techniques	A la charge de l'exploitant.	PM
Section 5 Installations temporaires		
Article EL 20 Généralités		SO
Article EL 21 Installations de travaux		SO
Article EL 22 Installations de dépannage		SO
Article EL 23 Installations semi-permanentes		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>Chapitre 8 ECLAIRAGE</i></p> <p>Section 1 Généralités</p> <p>Article EC 1 Objectifs</p> <p>Article EC 2 Règles générales</p> <p>§ 1 Divers éclairage</p> <p>§ 2 Éclairage électrique</p> <p><i>Installations réalisées et entretenues selon les articles EL et EC</i></p> <p>Article EC 3 Définitions des différents éclairages</p> <p>Article EC 4 Documents à fournir</p> <p>Article EC 5 Appareils d'éclairage</p> <p>Section 2 Eclairage normal Article EC 6</p> <p>Section 3 Eclairage de sécurité Article EC 7 à Article EC 15</p>	<p>Voir le corps du rapport.</p> <p>A la charge du maître d'ouvrage.</p> <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p> <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p> <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 9</i> <i>ASCENSEURS, ESCALIERS</i> <i>MECANIQUES ET TROTTOIRS</i> <i>ROULANTS</i> <i>Article AS 1 à Article AS 11</i>		SO
<i>Chapitre 10</i> <i>INSTALLATIONS D'APPAREILS DE</i> <i>CUISSON DESTINES A LA</i> <i>RESTAURATION</i> <i>Article GC 1 à Article GC 22</i>	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
<i>Chapitre 11</i> <i>MOYENS DE SECOURS CONTRE</i> <i>L'INCENDIE</i>		
Section 1 Généralités		
Article MS 1 Différents moyens de secours		PM
Article MS 2 Dispositions particulières		PM
Article MS 3 Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.	PM
Section 2 Moyens d'extinction Article MS 4 à Article MS 40	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 3 Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers Article MS 41 à Article MS 44	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 4 Service de sécurité d'incendie		
Article MS 45 Généralités	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 46 Composition et mission du service	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 47 Consignes		PM
Article MS 48 Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 49 Service assuré par des sapeurs-pompiers	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 50 Poste de sécurité	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. Concerne notamment l'UAE située dans le bâtiment 1.	HM
Article MS 51 Exercices d'instruction	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 52 Présence de l'exploitant	A la charge de l'exploitant	PM
Section 5 Système de sécurité incendie (S.S.I.)		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article MS 53 Objet	<p><u>Tranche ferme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 7 bis classé en code du travail : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B (demande de l'exploitant) comprenant en particulier :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 4. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans le local au Rez de chaussée du bâtiment 7 Bis.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). <p>Un SSI B et un EA 4 sont incompatibles (le CCTP et la notice devra être corrigée)</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 9 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 11 : SSI de catégorie E avec équipement d'alarme de type 4.- Bâtiment 13 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 17 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. <p><u>Tranches optionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B comprenant :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans un bureau au Rez de chaussée du bâtiment 6.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité).- Bâtiment 8 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A (présence de polystyrène en plénum) comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 8.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
	<ul style="list-style-type: none">- Bâtiment 10 : SSI de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a.- Bâtiment 14 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 14.- Bâtiment 19 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans le local où est situé le coffret SSI au rez de chaussée du bâtiment 19.- Bâtiments 12 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiments 18/19B20/20B/24 :<ul style="list-style-type: none">- Conservation des centrales existante + ajout de flash lumineux dans les sanitaires.- Report vers les 3 TRE du bâtiment 1.- Bâtiments 25 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé au RDC du bâtiment 25.- Les observations formulées sur les plans par Pierre Henry POURCHERE - NAMIXIS dans son courriel du 13/01/2025 devront être prises en compte.- Les PV de résistance au feu des VTP prévus dans divers bâtiment seront à nous transmettre par l'entreprise titulaire du marché. La nécessité de ventiler ces VTP sera à préciser par le constructeur des matériels centraux.	
Article MS 54 Zones : terminologie		PM
Article MS 55 Conception des zones	Les cahiers des charges fonctionnels rédigés par Pierre Henry POURCHERE - NAMIXIS nous ont été communiqués.	F
<u>Sous-Section 1</u> <u>Système de détection incendie</u>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 56 Principes généraux	Des essais fonctionnels par foyer type devront être prévus en fin de travaux. Les PV correspondants devront nous être communiqués.	S
Article MS 57 Contraintes liées au système de détection incendie		F
Article MS 58 Obligations de l'installateur et de l'exploitant	Les attestations de conformité et les PV d'associativité des matériels SSI seront à nous transmettre.	S
<u>Sous-Section 2</u> <u>Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)</u>		
Article MS 59 Généralités	Les attestations de conformité et les PV d'associativité des matériels SSI seront à nous transmettre.	S
Article MS 60 Automatismes		F
<u>Sous-Section 3</u> <u>Système d'alarme</u>		
Article MS 61 Terminologie		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article MS 62 Classement	<p><u>Tranche ferme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 7 bis classé en code du travail : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B (demande de l'exploitant) comprenant en particulier :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 4. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans le local au Rez de chaussée du bâtiment 7 Bis.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). <p>Un SSI B et un EA 4 sont incompatibles (le CCTP et la notice devra être corrigée)</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 9 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 11 : SSI de catégorie E avec équipement d'alarme de type 4.- Bâtiment 13 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 17 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. <p><u>Tranches optionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B comprenant :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans un bureau au Rez de chaussée du bâtiment 6.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité).- Bâtiment 8 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A (présence de polystyrène en plénum) comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 8.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 63 Utilisation de l'alarme générale sélective	<ul style="list-style-type: none">- Bâtiment 10 : SSI de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a.- Bâtiment 14 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 14.- Bâtiment 19 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans le local ou est situé le coffret SSI au rez de chaussée du bâtiment 19.- Bâtiments 12 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiments 18/19B20/20B/24 :<ul style="list-style-type: none">- Conservation des centrales existante + ajout de flash lumineux dans les sanitaires.- Report vers les 3 TRE du bâtiment 1.- Bâtiments 25 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé au RDC du bâtiment 25.	SO
Article MS 64 Principes généraux d'alarme	<ul style="list-style-type: none">- L'audibilité de la diffusion de l'alarme générale sera vérifiée en fin de travaux dans chaque bâtiment. Un complément pourra être demandé si besoin.	S
Article MS 65 Conditions générales d'installation	<ul style="list-style-type: none">- Les déclencheurs manuels devront être implantés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi.- Les déclencheurs manuels devront être implantés à proximité de chaque porte ouvrant sur l'extérieur de chaque bâtiment (compléments à prévoir).	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article MS 66 Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2		F
Article MS 67 Conditions d'exploitation		F
<u>Sous-Section 4</u> <u>Entretien et consignes d'exploitation</u>		
Article MS 68 Entretien	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 69 Consignes d'exploitation	A la charge de l'exploitant	PM
Section 6 Système d'alerte		
Article MS 70 Définition, règles générales	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Article MS 71 Communications radioélectriques	L'attestation de vérification de la continuité des communications radio-électriques en infrastructure doit être établie par un organisme agréé (à fournir à la réception des travaux avant ouverture au public) Cette prestation n'est pas comprise dans la mission SEI	SO
Section 7 Entretien, vérifications et contrôles		
Article MS 72 Entretien et signalisation	A la charge de l'exploitant	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article MS 73 Vérifications techniques	<p>Les documents afférents aux ouvrages à réaliser seront à nous communiquer (dossier d'exécution) :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan des zones de détection (ZD) avec localisation des ZDA et ZDM.- plan d'implantation des détecteurs automatiques d'incendie (DAI), des déclencheurs manuels (DM) et des indicateurs d'action (IA).- plan des zones de mise en sécurité (ZS) avec localisation des ZA, ZC et ZF.- plan de cheminement des canalisations.- plan précisant la localisation des dispositifs de commande, des DCT (y compris DAS auto commandés), des diffuseurs sonores, des organes de réarmement, des alimentations (EAE et AES) et des volumes techniques protégés.- tableau de corrélation entre ZD et ZS avec la liste des fonctions de mise en sécurité, principes généraux des scénarii. Description détaillée de chaque scénario, précisant les particularités éventuelles, telles que les temporisations.- schéma de principe ventilation avec identification des ZC, CTA et CCF.- schéma de principe désenfumage avec identification des ZF, des volets et des moteurs de désenfumage.- listing de programmation SDI et CMSI.- schéma unifilaire du système installé avec synoptique du SDI et du CMSI.- listes des matériels du SSI (désignation, référence et quantité).- documentations techniques des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques.- certificats de conformité aux normes des matériels (PV, certificat ou attestation) et documents attestant l'associativité entre les différents constituants (rapports d'associativité).- documentations techniques (mise en service, maintenance, etc.) des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. <p>Les documents suivants seront à nous transmettre en fin de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Attestation de formation des utilisateurs.- Procès-verbal d'essai et de mise en service de l'installateur agréé.- Procès-verbal d'essai par foyer type.- Procès-verbal de réception technique du coordinateur SSI.- Procès-verbal du coordinateur SSI attestant de la mise à jour du dossier d'identité du SSI.	S
Article MS 74 Contrôles	A la charge de l'exploitant	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 75 Autres obligations de l'exploitant	A la charge de l'exploitant	PM



Arrêté du 04 juin 1982 modifié - Dispositions particulières Type R

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p> <p><i>CHAPITRE VI</i> <i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE R</i></p> <p>Section 1 Généralités</p> <p>Article R 1 Établissements assujettis</p> <p>Article R 2 Détermination de l'effectif</p> <p>Article R 3 Conditions particulières d'exploitation</p> <p>Article R 4 Parc de stationnement couvert</p> <p>Article R 5 Utilisation de produits et de matériels dangereux</p>	<p>à la charge de l'exploitant</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 2 Construction Article R 6 à Article R 12		HM
Section 3 Dégagements		
Article R 13 Largeur des dégagements		HM
Article R 14 Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes- garderies et jardins d'enfants		SO
Article R 15 Escaliers		F
Article R 16 Portes		F
Article R 17 Portes des sorties de secours	Abrogé par arrêté du 02/02/1993	SO
Section 4 Aménagements Article R 18		HM
Section 5 Désenfumage		
Article R 19 Domaine d'application		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 6 Chauffage-ventilation Article R 20 à Article R 23		HM
Section 7 Installations électriques Article R 24 à Article R 25		HM
Section 8 Éclairage Article R 26 à Article R 27		HM
Section 9 Appareils de cuisson et de remise en température Article R 28 à Article R 29		HM
Section 10 Moyens de secours		
Article R 30 Moyens d'extinction		HM
Article R 31 Système de sécurité incendie, système d'alarme		F
Article R 32 Système d'alerte		HM
Article R 33 Exercices d'évacuation	A la charge du Chef d'établissement	PM



Arrêté du 12 juin 1995 modifié - Dispositions particulières Type S

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p> <p><i>CHAPITRE VII</i> <i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE S</i></p> <p>Section 1 Généralités</p> <p>Article S 1 Établissements assujettis</p> <p>Article S 2 Calcul de l'effectif</p> <p>Section 2 Construction Article S 3 à Article S 8</p> <p>Section 3 Désenfumage</p> <p>Article S 9 Domaine d'application</p>		<p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article S 10 Cas de plusieurs niveaux mis en communication		SO
Section 4 Chauffage Article S 11		HM
Section 5 Installations électriques Article S 12		HM
Section 6 Éclairage Article S 13 à Article S 14		HM
Section 7 Moyens de secours		
Article S 15 Moyens d'extinction		HM
Article S 16 Système de sécurité incendie, système d'alarme		F
Article S 17 Détection automatique d'incendie		PM
Article S 18 Service de sécurité incendie	A charge de l'exploitant.	PM
Article S 19 Système d'alerte		HM



Arrêté du 04 juin 1982 modifié - Dispositions particulières Type X

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p> <p><i>CHAPITRE XII</i> <i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE X</i></p> <p>Section 1 Généralités</p> <p>Article X 1 Établissements assujettis</p> <p>Article X 2 Calcul de l'effectif</p> <p>Article X 3 Traitement des eaux des piscines</p> <p>Section 2 Construction Article X 4 à Article X 10</p> <p>Section 3 Dégagements Article X 11 à Article X 14</p>		<p></p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>HM</p> <p>HM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 4 Aménagements Article X 15 à Article X 18		HM
Section 5 Désenfumage		
Article X 19 Domaine d'application		PM
Section 6 Chauffage Article X 20		HM
Section 7 Installations au gaz Article X 21		HM
Section 8 Éclairage Article X 22 à Article X 23		HM
Section 9 Moyens de secours		
Article X 24 Moyens d'extinction		HM
Article X 25 Interdiction de fumer		PM
Article X 26 Système d'alarme		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article X 27 Systèmes d'alertes		HM



Arrêté du 21 Juin 1982 modifié dispositions particulières type N

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p> <p><i>Chapitre 3</i> <i>ETABLISSEMENTS DE TYPE N</i></p> <p>Section 1 Généralités</p> <p>Article N 1 Établissements assujettis</p> <p>Article N 2 Calcul de l'effectif</p> <p>Section 2 Construction Article N 3 à Article N 5</p> <p>Section 3 Dégagements Article N 6 à Article N 8</p>		<p></p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 4 Désenfumage		
Article N 9 Domaine d'application		PM
Section 5 Chauffage Article N 10		HM
Section 6 Installations spécifiques		
Article N 11 Foyers à éthanol		SO
Section 7 Éclairage Article N 12 à Article N 13		HM
Section 8 Appareils de cuisson et de remise en température Article N 14 à Article N 15		HM
Section 9 Moyens de secours et consignes		
Article N 16 Moyens d'extinction		HM
Article N 17 Mise en oeuvre	A la charge de l'exploitant	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article N 18 Système d'alarme	A la charge de l'exploitant	F
Article N 19 Système d'alerte		HM
Article N 20 Précautions d'exploitation		PM



2.4 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5 ième catégorie

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 01 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p>	<p>Se reporter au tableau du classement ERP des différents bâtiments figurant dans le chapitre relatif à la description de l'opération (voir ci avant).</p>	<p>PM</p> <p>SO</p> <p>F</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 02 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement		
Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	La demande de dérogation concernant la détection automatique d'incendie dans les volumes surplombés par un plancher haut comportant du polystyrène sera à l'appréciation des autorités compétentes. Les éventuelles prescriptions devront être prises en compte.	S
Article GN 5 Établissement comportant des locaux de types différents	Seul le bâtiment 25 comportant des activités des types R et N est concerné. Les autres établissements sont classés en type R hormis le bâtiment 19 en type X et le bâtiment 14 en type S.	F
Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
Article GN 7 Établissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation.	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux hormis la mise en place de diffuseurs lumineux d'alarme incendie dans les locaux pouvant être fréquentés isolément (sanitaires et cabines accessibles au public).	F
Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		SO
Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 03 Contrôles des établissements		
Article GN 11 Notification des décisions		PM
Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	La justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra nous être communiquée. Les procès verbaux seront à nous transmettre par chaque lot concerné.	S
Section 04 Travaux		
Article GN 13 Travaux dangereux	Concerne l'exploitant des locaux	PM
Section 05 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	La conformité aux normes essais de laboratoires des équipements et produits mis en oeuvre devra nous être transmise par chaque lot concerné.	S
Livre 3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5EME CATEGORIE		
<i>Chapitre 1</i>		
Article PE 1 Objet - textes applicables		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PE 2 Établissements assujettis		PM
Article PE 3 Calcul de l'effectif		PM
Article PE 4 Vérifications techniques	<p>Les systèmes de détection automatique d'incendie, les installations de désenfumage et les installations électriques dans les établissements avec locaux à sommeil doivent être vérifiés à la construction et avant l'ouverture par des personnes ou des organismes agréés. De plus, un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique d'incendie doit être souscrit par l'exploitant.</p> <p>En cours d'exploitation, l'exploitant doit procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, circuits d'extraction de l'air vicié, des buées et des graisses des grandes cuisines, des offices de remise en température et des îlots, ascenseurs, moyens de secours, etc.).</p> <p>L'exploitant peut être mis en demeure, après avis de la commission de sécurité, de faire procéder à des vérifications techniques par des personnes ou des organismes agréés lorsque des non-conformités graves ont été constatées en cours d'exploitation.</p>	PM
<i>Chapitre 2</i> <i>Règles techniques</i>		
Section 1 Construction, dégagements et gaines	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 2 Aménagements intérieurs	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 3 Désenfumage		
Article PE 14	Dispositions existantes reconduites.	PM
Section 4 Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 5 Chauffage, ventilation	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM
Section 6 Installations électriques		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PE 24 Éclairage, signalisation	<ul style="list-style-type: none">- L'alimentation électrique de chaque matériel central est prévue depuis une dérivation sélective du TGBT de chaque bâtiment concerné par les travaux. Cette dérivation devra rester sous tension après action sur la coupure d'urgence générale électricité de l'établissement.- L'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un dossier d'exécution, pour avis, avant le démarrage des travaux. Ce dossier d'exécution devra comporter les éléments suivants :<ul style="list-style-type: none">- schémas des armoires électriques modifiées ;- notes de calcul permettant de justifier de l'adéquation de l'appareillage et des canalisations utilisées.- En fin de travaux, préalablement à notre visite de vérification, l'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous communiquer un procès-verbal d'autocontrôle exhaustif portant sur les travaux incombant à son lot.	S
Section 7 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants		
Article PE 25 Règles générales		SO
Section 8 Moyens de secours		
Article PE 26 Moyens d'extinction	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article PE 27 Alarme, alerte, consignes	<p><u>Tranche ferme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 7 bis classé en code du travail : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B (demande de l'exploitant) comprenant en particulier :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 4. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans le local au Rez de chaussée du bâtiment 7 Bis.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité). <p>Un SSI B et un EA 4 sont incompatibles (le CCTP et la notice devra être corrigé)</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 9 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 11 : SSI de catégorie E avec équipement d'alarme de type 4.- Bâtiment 13 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiment 17 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. <p><u>Tranches optionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments 5 et 5bis : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie B comprenant :<ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé dans un bureau au Rez de chaussée du bâtiment 6.- Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité).- Bâtiment 8 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A (présence de polystyrène en plénum) comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 8.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
	<ul style="list-style-type: none">- Bâtiment 10 : SSI de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a.- Bâtiment 14 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans un VTP dédié aux équipements SSI (local CF1h ou REI60 avec un bloc porte PF1/2h et ferme porte et un bloc d'ambiance d'éclairage de sécurité) à l'accueil du Bâtiment 14.- Bâtiment 19 : Installation du système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprenant la mise en place d'un équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés dans le local ou est situé le coffret SSI au rez de chaussée du bâtiment 19.- Bâtiments 12 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.- Bâtiments 18/19B20/20B/24 :<ul style="list-style-type: none">- Conservation des centrales existante + ajout de flash lumineux dans les sanitaires.- Report vers les 3 TRE du bâtiment 1.- Bâtiments 25 : SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1. Les équipements centraux seront installés en lieu et place du système existant à savoir un placard technique situé au RDC du bâtiment 25.- Les observations formulées sur les plans par Pierre Henry POURCHERE - NAMIXIS dans son courriel du 13/01/2025 devront être prises en compte.- Les PV de résistance au feu des VTP prévus dans divers bâtiment seront à nous transmettre par l'entreprise titulaire du marché. La nécessité de ventiler ces VTP sera à préciser par le constructeur des matériels centraux. <p>Les documents afférents aux ouvrages à réaliser seront à nous communiquer (dossier d'exécution) :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan des zones de détection (ZD) avec localisation des ZDA et ZDM.- plan d'implantation des détecteurs automatiques d'incendie (DAI), des déclencheurs manuels (DM) et des indicateurs d'action (IA).- plan des zones de mise en sécurité (ZS) avec localisation des ZA, ZC et ZF.- plan de cheminement des canalisations.- plan précisant la localisation des dispositifs de commande, des DCT (y compris DAS auto	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>Chapitre 3</i> <i>Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil</i></p>	<p>commandés), des diffuseurs sonores, des organes de réarmement, des alimentations (EAE et AES) et des volumes techniques protégés.</p> <ul style="list-style-type: none">- tableau de corrélation entre ZD et ZS avec la liste des fonctions de mise en sécurité, principes généraux des scénarii. Description détaillée de chaque scénario, précisant les particularités éventuelles, telles que les temporisations.- schéma de principe ventilation avec identification des ZC, CTA et CCF.- schéma de principe désenfumage avec identification des ZF, des volets et des moteurs de désenfumage.- listing de programmation SDI et CMSI.- schéma unifilaire du système installé avec synoptique du SDI et du CMSI.- listes des matériels du SSI (désignation, référence et quantité).- documentations techniques des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques.- certificats de conformité aux normes des matériels (PV, certificat ou attestation) et documents attestant l'associativité entre les différents constituants (rapports d'associativité).- documentations techniques (mise en service, maintenance, etc.) des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. <p>Les documents suivants seront à nous transmettre en fin de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Attestation de formation des utilisateurs.- Procès-verbal d'essai et de mise en service de l'installateur agréé.- Procès-verbal d'essai par foyer type.- Procès-verbal de réception technique du coordinateur SSI.- Procès-verbal du coordinateur SSI attestant de la mise à jour du dossier d'identité du SSI.	<p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 4</i> <i>Règles spécifiques aux hôtels</i>		SO
<i>Chapitre 5</i> <i>Règles spécifiques aux établissements de soins</i>		SO
<i>Chapitre 6</i> <i>Règles spécifiques aux établissements sportifs</i>		SO



2.5 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre IV	Dispositions applicables aux établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant ou aux installations ouvertes au public existantes.	PM
ARTICLE R. 164-1 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS	L'arrêté du 8 décembre 2014 est pris en application pour les demandes de permis de construire et demandes d'autorisations de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2015.	PM
ARTICLE R. 164-2 DISPOSITIONS APPLICABLES	ERP de 5 ^{ème} catégorie : une partie du bâtiment ou de l'installation assure l'accessibilité des personnes handicapées, une partie des prestations pouvant être fournie par des mesures de substitution. La partie considérée du bâtiment doit être la plus proche possible de l'entrée principale ou d'une des entrées principales et doit être desservie par un cheminement usuel; En cas de modifications dans des parties de bâtiment ou d'installation rendues accessibles conformément aux règles applicables avant le 7 novembre 2014, l'opération est réalisée en assurant la conformité des éléments du bâtiment qui en font l'objet aux règles d'accessibilité prévues par l'article R. 111-19-7 qui leur sont applicables. Il en va de même lorsque les modifications sont réalisées dans les parties de bâtiment ou d'installation qui, situées au même niveau que ces parties accessibles, leur sont contiguës. En cas de modifications dans des parties du bâtiment autres que celles visées aux deux alinéas précédents, l'opération est réalisée en améliorant l'accessibilité pour les personnes présentant une déficience autre que motrice.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
ARTICLE R. 164-3 DEROGATIONS	<p>Dérogations possibles pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- impossibilité technique- contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural- disproportion manifeste entre améliorations apportées et leurs coûts, leurs effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords ou la viabilité de l'exploitation- refus de la copropriété d'un bâtiment à usage principal d'habitation à la réalisation des travaux de mise en accessibilité d'un ERP existant ou créé dans ce bâtiment. <p>Dans le cas où l'ERP remplit une mission de service public, nécessité d'une mesure de substitution.</p> <p>Si le bâtiment ou l'installation pour lequel une dérogation a été accordée sur le fondement des dispositions ci-dessus fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une demande d'autorisation de travaux modifiant l'aménagement ou les équipements objet de cette dérogation, le maintien de celle-ci est subordonné à l'introduction d'une demande à cet effet.</p> <p>En l'absence de demande de maintien de la dérogation ou de nouvelle demande, la dérogation antérieurement accordée est réputée caduque à la date d'ouverture du chantier ou de début des travaux.</p>	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
ARTICLE 1 DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014 MODIFIE	<p>L'article 1 introduit les règles applicables en rappelant que des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en œuvre dès lors que celles-ci satisfont aux mêmes objectifs.</p> <p>Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte, l'espace d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas:</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant;- dès lors que l'accès au bâtiment ne permet pas à une personne en fauteuil roulant de le franchir. <p>Impossibilité d'accès au bâtiment si l'espace entre le bord de la chaussée et l'entrée de l'établissement présente à la fois une largeur de trottoir inférieure ou égale à 2,8 m, une pente longitudinale de trottoir supérieure ou égale à 5 % et une différence de niveaux d'une hauteur supérieure à 17 cm entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment : dérogation à solliciter pour motif d'impossibilité technique avérée (décision du Conseil d'Etat du 06/07/2016).</p>	SO
ARTICLES 2 à 19 DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014 MODIFIE	<p>Les articles 2 à 20 de l'arrêté du 8 décembre 2014 définissent les règles techniques d'accessibilité applicables aux ERP situés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes.</p>	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
GENERALITES	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution. Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
CHEMINEMENTS EXTERIEURS	<p>Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.</p> <p>Dès lors qu'une entrée principale ne peut pas être rendue accessible selon les dispositions prévues à l'article 4, l'accessibilité d'une entrée dissociée peut être envisagée. Cette entrée est signalée et ouverte à tous en permanence pendant les heures d'ouverture.</p> <p>Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible.</p>	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
STATIONNEMENT AUTOMOBILE	Les parcs de stationnement intérieur ou extérieur à l'usage du public dépendant d'un ERP ou d'une IOP doivent comporter des places de stationnement adaptées et localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées par un cheminement accessible.	HM
ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	HM
ACCUEIL DU PUBLIC	Au moins un des points d'accueil (si plusieurs dans un même volume) doit être accessible et signalé. Les espaces ou équipements dédiés à la communication doivent faire l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée (voir § ECLAIRAGE ci-après).	HM
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES	Les personnes handicapées doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public de façon autonome par un cheminement sans danger avec des éléments le structurant qui sont repérables par les personnes malvoyantes.	HM
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES		HM
TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANIQUES	Si le cheminement courant se fait par un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique, il doit être doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.	SO
REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS		HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
PORTES, PORTIQUES ET SAS	Les portes, battantes ou automatiques, situées sur les cheminements doivent pouvoir être utilisées sans danger. Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée est installée à proximité de ce dispositif.	HM
LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE	Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome. Ils doivent également pouvoir repérer, atteindre et utiliser tous les équipements, mobiliers et dispositifs de commande et de service qui y sont situés. Les déclencheurs manuels devront comporter un espace d'usage et être situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et être implantés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi.	S
SANITAIRES		HM
SORTIES	Les sorties accessibles doivent être facilement repérées, atteintes et utilisées et correspondre à un usage normal du bâtiment.	HM
ECLAIRAGE	Les circulations intérieures et extérieures doivent avoir une qualité d'éclairage satisfaisante de sorte à ne pas créer de gêne visuelle.	HM
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC ASSIS	Dans les restaurants ainsi que dans les salles à usage polyvalent ne comportant pas d'aménagements spécifiques, ces emplacements doivent pouvoir être dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
ETABLISSEMENT AVEC LOCAUX D'HEBERGEMENT		SO
CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL	Concerne les espaces tels que : cabines d'habillage ou de déshabillage, de soins ou de douche. Les espaces adaptés sont accessibles par un cheminement praticable.	HM
CAISSES DE PAIEMENT DISPOSEES EN BATTERIE	Les caisses adaptées doivent être accessibles par un cheminement praticable, si elles sont sur plusieurs niveaux, les obligations suivantes s'appliquent à tous les niveaux.	SO
SOUS-TITRAGE DES TELEVISEURS	Le sous-titrage doit être en langue française.	SO